ASSEMBLÉE NATIONALE

16 mai 2019

TRANSFORMATION DE LA FONCTION PUBLIQUE - (N° 1924)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

SOUS-AMENDEMENT

N° 1144

présenté par
le Gouvernement

à l'amendement n° 302 (Rect) de M. Marleix

ARTICLE 16 BIS

I. – À l'alinéa 6, substituer aux mots :

« dont au moins un en activité, élus par l'assemblée générale »

les mots :

« l'un en activité, l'autre honoraire, désignés par le vice-président ».

II. – En conséquence, à la fin de l'alinéa 7, substituer aux mots :

« dont au moins un en activité, élus par l'ensemble des magistrats du siège hors hiérarchie de la cour »

les mots :

« l'un en activité, l'autre honoraire, désignés par le premier président de la Cour de cassation ».

III. – En conséquence, à la fin de l'alinéa 8, substituer aux mots :

« dont au moins un en activité, élus par la chambre du conseil »

les mots :

« l'un en activité, l'autre honoraire, désignés par le premier président de la Cour des comptes ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Ce sous-amendement a pour objet de modifier le mode de désignation des magistrats membres permanents de la HATVP afin que ceux-ci soient désormais choisis par la plus haute autorité de leur juridiction respective et non plus par l'intégralité de leur paire afin de simplifier la procédure de nomination.

Il a également pour objet de s'aligner le régime de désignation des magistrats membres du collège sur celui prévu par la loi n° 2017-55 du 20 janvier 2017 portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes, qui prohibe la désignation de plus d'un membre en activité du corps concerné.